



Déclaration liminaire - CTSD du 02 septembre 2022

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD

M l'Inspecteur d'Académie, c'est votre sixième rentrée et les années passent et se ressemblent.

-le management vertical qui aboutit au licenciement déguisé d'un AESH par un non renouvellement de contrat après 13 années de bons et loyaux services.

-des fusions d'école sans concertation qui mettent à mal les équipes et qui dégradent les conditions d'enseignement et de direction.

-des conditions exécrables de travail pour les occitanistes par votre choix de supprimer l'enseignant surnuméraire qui permettait de bonnes conditions de travail. La conséquence est le départ de bon nombre d'entre eux et la difficulté d'en recruter.

-l'état pitoyable de la formation initiale et continue qui désespère nos collègues.

-des RASED incomplets et par conséquence l'externalisation de la prévention primaire.

-des AESH mutualisés au détriment des élèves en situation de handicap et la non prise en charge d'élèves présentant des comportements hautement perturbateurs.

-l'augmentation des contractuels dans le premier degré pour atténuer la non attractivité du métier et aggraver la déconsidération des professeurs des écoles au sein de la société.

-la pression exercée sur les RPI et les écoles rurales. Cette année c'est le cas du RPI Davantaygue, du RPI Larreule-Caixon et pour la 5ème rentrée de l'école Gèdre-Gavarnie.

- mais aussi des fermetures de classes dans les écoles de ville comme l'inexplicable double peine subie par l'école Henri Duparc (fermeture de classe et fusion d'école), La Sendère et Wallon-Debussy et Pierre Guillard à Vic-en-Bigorre.

-le manque de personnel administratif pour gérer et assurer le droit des personnels

-les évaluations d'école qui constituent des AUDITS déguisés et ajoutent une charge considérable de travail et de pression sur les équipes et leurs directeurs.

-la dégradation salariale malgré les quelques miettes distribuées largement inférieures à l'inflation de cette année

Sixième année, comme nous l'évoquions en introduction, les déclarations liminaires passent, se ressemblent, nos collègues s'épuisent, perdent espoir, les enfants travaillent dans une école qui se détériore et les familles perdent confiance dans le service public d'Education.

Cette année nous innovons, et on sait qu'on aime ça l'innovation dans l'Education Nationale, avec un CTSD le 02 septembre qui ne peut donc être ni un réunion de préparation de rentrée ni un réunion de bilan de rentrée. Nous avons à plusieurs reprises réclamer un CTSD début juillet, à une période où les CA des établissements avaient enfin passé au vote les TRMD.

Nous dénonçons aujourd'hui le choix d'une date qui met en difficulté la plupart de nos représentants qui doivent être impérativement sur le terrain pour accueillir leurs élèves dans les meilleures conditions et qui donc ne siègent pas aujourd'hui.

Pour rappel, l'an dernier les services de la DSDEN n'avaient pas jugé utile de convoquer un CTSD avant le 15 octobre.

Malgré la difficulté dans laquelle ce calendrier serré nous met tous pour pouvoir sereinement interroger nos collègues, nous pouvons d'ores et déjà dénoncer des effectifs plus chargés que prévus, notamment au collège Paul Eluard où la prévision de la DSDEN le 18 mars était de 118 élèves de 6° attendus ; 130 sont inscrits sur les listes à la rentrée.

Pour la segpa le manque de moyens est criant puisqu'en 5° et en 4° on atteint les 19 élèves et les dédoublements ne sont possibles qu'en descendant en dessous des horaires plancher dans certaines matières. Jusqu'à là on nous parlait de rogner sur les marges...pour cette année on attaque le plancher !

Nous dénonçons également le nombre croissant de services partagés (12 sur Paul Eluard par exemple) qui mettent les enseignants dans des conditions d'exercice difficiles, voire très difficiles quand les établissements sont éloignés.

Jusqu'à quand allons-nous faire semblant que tout va bien dans les Hautes-Pyrénées ? Nous ne sommes, hélas, plus sensibles aux effets d'annonces de nos ministres successifs et c'est dans le flou, l'impréparation et le doute que nous apprenons désormais à travailler pour essayer de donner du sens au service public d'éducation auquel nous croyons encore un peu.